



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1136>

Contribution de l'ÉÉ à l'entrée du CDFN (octobre 2012)

- FSU - CDFN - CDFN Antérieurs -



Description :

Le mouvement syndical doit maintenant surmonter ses divisions pour expliquer les enjeux et donner à voir la hauteur de la riposte nécessaire, en fédérant tous les secteurs, de la fonction publique, mais aussi public et privé sans oublier que les batailles sont aussi européennes.

L'École Émancipée

François Hollande s'est donc entêté à faire ratifier le traité Merkozy : un vrai déni démocratique au vu de ses engagements de campagne et de la contestation grandissante d'économistes, d'associations, de syndicats, de partis (y compris d'une partie de ceux qui avaient défendu le TCE !).

Décidément, que ce soit au niveau économique ou au niveau social, la rupture avec ce qui avait provoqué le rejet de Sarkozy n'est pas à l'ordre du jour. Cette rupture avec le capitalisme financier, ce sera aux forces sociales de l'imposer, dans tous les secteurs mais aussi par un « tous ensemble » à préparer sans tarder.

Le 30 septembre à Paris, il y avait bien du monde dans les rues, les drapeaux FSU étaient là mais sans les tergiversations du dernier CDFN on aurait pu, on aurait dû aller plus loin.

Car ratifier ce pacte budgétaire, continuer à organiser l'austérité budgétaire est une absurdité économique et une injustice sociale insupportable.

Les politiques imposées en Europe mais aussi ailleurs dans le monde par les organisations financières internationales (dont le FMI) enfoncent les pays dans la récession et bloquent toute possibilité de développement des services publics ou de la protection sociale.

L'OFCE prévoit 300 000 chômeurs de plus en France fin 2013 comme conséquence directe de l'austérité. Le dernier rapport de la Confédération Syndicale internationale pointe lui aussi l'augmentation du nombre de chômeurs dans le monde comme le résultat du cocktail tragique : flexibilité, bas salaires, réduction des déficits publics.

La fameuse « dette publique », utilisée comme épouvantail pour justifier l'absence de vraies ruptures avec les politiques néo-libérales est d'abord une conséquence de la chute des recettes fiscales due en partie aux cadeaux fiscaux aux plus riches, de l'aide publique apportée aux pertes spéculatives des banques privées, d'une dérégulation financière laissant tout pouvoir aux marchés.

L'heure devrait être, au niveau européen, à mettre enfin en place un système efficace de contrôle de la finance, notamment comme le préconisent les « économistes atterrés », en interdisant les échanges d'obligations souveraines sur les marchés de gré à gré, en limitant strictement la titrisation et les produits dérivés et en taxant les mouvements de capitaux spéculatifs.

On en est loin avec ce gouvernement, qui tout en s'enfermant sur les fameux 3% intenable, prévoit un projet de loi de finances et un projet de financement de la sécurité sociale loin des attentes et des besoins.

Qui peut croire aujourd'hui que c'est en laissant les financiers continuer à jouer l'avenir des entreprises et des salariés ou en cédant au chantage à l'emploi du MEDEF que les « sacrifices » demandés aux salariés, aux retraités leur seront utiles et n'auront qu'un temps ?

Les plans sociaux s'accumulent et la décision de laisser la situation de l'emploi public à l'étiage post-Sarkozy participe de la situation de plus en plus catastrophique du chômage.

Ce gouvernement a pourtant avec une majorité PS à l'Assemblée et au Sénat toutes les cartes en main pour pouvoir enclencher les changements législatifs nécessaires.

L'héritage Sarkozy ne peut pas justifier tant d'atermoiements et de renoncements.

Les annonces médiatiques, le changement effectif de ton dans le « dialogue social » ne peut pas faire une politique favorable aux salariés, aux retraités.

Les lobbyings sont à l'oeuvre, on ne peut pas en douter, que ce soit les entrepreneurs « pigeons » ou les chirurgiens esthétiques friands de dépassement d'honoraires.

Mais qu'est-ce qui contraint un Moscovici à faire si vite marche arrière sur un petit rééquilibrage de la fiscalité du

travail et du capital, qu'est-ce qui oblige un Peillon à confier à l'ancien bras droit d'Allègre une grande partie du rapport sur la refondation de l'Ecole, qu'est-ce qui permet à François Hollande de laisser Valls démanteler les camps de roms, de laisser les préfets et les sous-préfets continuer d'enfermer les sans-papiers dans les CRA ou à l'ARF de donner le « la » sur la décentralisation ?

Dans la Fonction Publique, qu'est-ce qui légitime une poursuite de fait de la RGPP, un refus de rompre ouvertement avec la nouvelle gouvernance ?

Au contraire, l'articulation réforme de l'Etat/décentralisation se fait sous le joug de la réduction du déficit et des pressions continues et contradictoires des associations d'élus.

Le projet de loi sur l'obligation de cession d'une entreprise rentable annoncé par Montebourg est relégué au fin-fonds du calendrier parlementaire mais les centaines de salariés de PSA, ArcelorMittal ou Goodyear qui ont tenté de pénétrer dans le Mondial de l'automobile ont été reçus par les gaz lacrymogènes des forces de l'ordre !

Le 9 octobre, plusieurs dizaines de milliers de salariés se sont mobilisés pour protester contre la multiplication des plans sociaux (PSA, Floragne, Fralib, Doux...) et exiger du gouvernement des mesures de protection de l'emploi et des salariés à l'appel de la seule CGT.

Une mobilisation réussie mais qui confirme la difficulté d'un syndicalisme profondément divisé face aux batailles à mener et empêtré dans ses problèmes internes.

Le gouvernement a ouvert de nombreux chantiers lourds pour l'avenir. Même si le vote Hollande n'était pas un vote d'adhésion, il n'est pas simple d'alerter sur les risques de la politique qu'il mène et les orientations qu'il choisit.

Le temps nous est compté pour alerter, argumenter pour des alternatives... et mobiliser. Le mouvement syndical doit maintenant surmonter ses divisions pour expliquer les enjeux et donner à voir la hauteur de la riposte nécessaire, en fédérant tous les secteurs, de la fonction publique, mais aussi public et privé sans oublier que les batailles sont aussi européennes.

Le défi est de taille mais les jeux sont ouverts, la FSU dans un contexte de division syndicale en France doit oeuvrer à le relever avec tous ceux qui sont prêt à s'y engager.

Lire la suite dans le fichier joint :